

## L'importance d'une dimension territoriale dans le partenariat

La généralisation du régionalisme en Europe occidentale est un phénomène bien connu : de la Grande Bretagne à la Pologne, la Suède, la Hongrie ou l'Italie, les processus de décentralisation, administrative et politique, ont avancé de façon significative au cours des 20 dernières années. Sous une perspective plus globale, il suffit de jeter un aperçu aux principales économies industrialisées pour s'apercevoir que le fédéralisme, ou une forme quelconque d'organisation territoriale sur une base démocratique (et pas simplement des unités administratives décentralisées), constituent une règle générale. De même, chez les grandes économies en voie de développement comme l'Inde, la Chine, le Brésil ou l'Afrique du Sud, les gouvernements régionaux acquièrent un nouveau dynamisme dans le développement économique et humain.

La situation dans les pays méditerranéens non communautaires est bien différente, puisque l'Etat centralisé persiste, avec de faibles niveaux d'autonomie locale et l'absence de gouvernements régionaux élus directement par les citoyens. Il est vrai que certains Etats (et en particulier le Maroc) ont commencé le transfert des compétences à leurs représentants territoriaux, ce qui permet la timide apparition d'une gouvernance territoriale, mais une rapide observation des rives sud et est montre un panorama où la dimension régionale a peu de poids.

Pourtant, les défis de nature territoriale que doivent relever ces Etats ne sont pas des moindres. Les problèmes de distribution territoriale des richesses et des opportunités économiques jouent un rôle déterminant dans l'émigration, et surtout dans les déplacements de la population vers des zones réduites, généralement côtières et proches des grandes villes. De plus, la gestion complexe des faibles ressources hydriques, le besoin de créer des réseaux d'infrastructures, l'utilisation du potentiel touristique ou l'apparition d'énormes bourses de pauvreté requièrent un traitement différencié et des solutions adaptées aux particularités du territoire.

A ce défi, s'ajoute le besoin de créer des espaces politiques contribuant à une meilleure gouvernance, et en particulier à un gouvernement plus proche de la citoyenneté et de ses préoccupations. L'expérience européenne montre que l'approche territoriale aux problèmes apporte des solutions réalistes et adaptées à l'entourage, ce qui permet une meilleure participation des représentants locaux et de la citoyenneté elle-même à la création d'opportunités économique pour tous. Les structures territoriales de type régional permettent d'assurer le contact de tous les représentants de la citoyenneté avec leur territoire, dans un projet commun de croissance. Elles deviennent aussi des foyers susceptibles d'attirer l'attention des gouvernements nationaux vers les problèmes qui touchent plus directement les individus. Elles sont, en définitive, cruciales pour la création d'un espace public permettant une plus grande participation citoyenne. Les trois éditions du Rapport Arabe sur le Développement Humain du PNUD, publié depuis 2002, signalent trois déficits

expliquant pourquoi le développement arabe est inférieur à ce que l'on pourrait attendre, compte tenu des ressources et revenus par habitant : l'acquisition des connaissances, la liberté et le bon gouvernement, et la situation de la femme. Dans ces trois domaines, et en particulier dans le second, l'apparition d'une gouvernance régionale démocratique pourrait apporter une précieuse contribution.

Dans le cadre du consensus européen sur l'importance de la dimension régionale, chaque Etat a choisi des solutions bien différentes. Les autres Etats méditerranéens, si différents entre eux, adopteront également leurs solutions selon leurs propres avancées politiques, sans suivre un modèle unique. Quoi qu'il en soit, et tant que ces processus ne se matérialiseront pas, la dimension territoriale ne peut pas être absente du partenariat euroméditerranéen.

Même si la Déclaration de Barcelone ne mentionnait que brièvement les autorités locales et régionales, il ne faut pas pour autant penser que leur rôle ait été sans importance. Le volume de la coopération décentralisée, celle qui est réalisée avec des fonds locaux et régionaux, est estimé à 100 millions d'euros dans la Méditerranée.

Le rôle que peut jouer cette coopération décentralisée sur le développement a été reconnu par les Nations unies dans la Déclaration finale du Sommet mondial 2005. Au sommet euroméditerranéen du Luxembourg (30-31 mai 2005), les ministres des Affaires étrangères des 25 Etats du partenariat ont également abordé cette question. Deux de leurs conclusions finales sont particulièrement importantes : le point 33 défend la méthodologie de la politique régionale de l'UE en tant que source d'inspiration pour le développement des pays méditerranéens, en collaboration avec les autorités régionales compétentes, et propose même la mise en marche, dès 2007, de projets-pilote sur la rive sud, suivant des méthodologies inspirées de la politique régionale. Le point 45 souligne le besoin d'impliquer de manière beaucoup plus étroite les autorités locales et régionales, afin de rapprocher le partenariat euro-méditerranéen des citoyennes et des citoyens.

La Catalogne, qui jouit d'une grande projection dans l'ensemble de la Méditerranée, espère que la seconde décennie du partenariat matérialisera l'éclosion de cette réalité régionale. Pour cela, elle compte sur un réseau de partenaires européens, en commençant par l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée et sans oublier les partenaires de la Baltique, ainsi que sur la conviction que la rencontre régionale de novembre tissera un réseau qui jouira de continuité à l'avenir. Un avenir dans lequel les gouvernements locaux et régionaux, avec leur interaction permanente et leur coopération décentralisée, porteront les fruits du partenariat à tous les endroits et à tous les citoyens de l'espace euroméditerranéen.

Jordi Vaquer i Fanés, Responsable de l'Asie et de la Méditerranée, Secrétariat des Relations internationales Generalitat de Catalogne

### Le volume de la coopération décentralisée dans la Méditerranée est estimé à 100 millions d'euros